

**Union européenne - Conseil
"agriculture et pêche" -
UE-Singapour : le Conseil adopte
des décisions en vue de la signature
d'accords sur le commerce et les
investissements - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne
(Luxembourg, 15 octobre 2018)**

Le 15 octobre, le Conseil a adopté des décisions relatives à la signature de deux accords entre l'UE et Singapour:

- un accord de libre-échange
- un accord de protection des investissements

L'UE et Singapour devraient signer les deux accords, ainsi qu'un accord de partenariat et de coopération, le 19 octobre, en marge du sommet UE-ASEM, à Bruxelles.

Accords sur le commerce et les investissements

Les accords sur le commerce et les investissements entre l'UE et Singapour sont les premiers accords bilatéraux de ce type conclus entre l'UE et un Etat membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Au sein de l'ASEAN, Singapour est de loin le premier partenaire de l'UE, comptant pour près d'un tiers des échanges de biens et services entre l'UE et l'ASEAN.

Les échanges bilatéraux de biens ont représenté 53,3 milliards d'euros en 2017, les exportations de l'UE (principalement des voitures et des machines) s'étant chiffrées à 33,16 milliards d'euros, et les importations vers l'UE (en particulier des produits chimiques et pharmaceutiques) à 20,14 milliards d'euros.

Avant l'accord, la quasi-totalité des biens en provenance de l'UE pouvaient déjà entrer sans droits de douane à Singapour. L'accord de libre-échange supprimera les droits restants dans un délai de trois à cinq ans, selon la catégorie de produit. Il supprimera aussi les obstacles techniques et non tarifaires de par la reconnaissance des normes et évaluations de la sécurité pratiquées par l'UE dans des secteurs de premier plan comme l'électronique, la pharmacie ou

les pièces automobiles. Certains droits de douane continueront de s'appliquer aux produits de la pêche et aux produits agricoles transformés qui entrent dans l'UE.

L'accord de libre-échange lèvera les restrictions dans le secteur des services, où les échanges bilatéraux se sont montés à 44,4 milliards d'euros en 2016. L'UE est le premier partenaire commercial de Singapour dans le domaine des services, et plus de 10 000 entreprises européennes utilisent Singapour comme pôle pour desservir l'ensemble de la région. L'accord commercial entre l'UE et Singapour est l'un des premiers accords bilatéraux de "nouvelle génération". Outre la traditionnelle suppression des droits de douane et des obstacles non tarifaires au commerce des biens et services, il contient d'importantes dispositions sur la protection de la propriété intellectuelle, la libéralisation des investissements, les marchés publics, la concurrence et le développement durable.

L'accord de protection des investissements avec Singapour améliorera encore le climat d'investissement et offrira davantage de sécurité aux investisseurs, tout en préservant les droits de chaque partie en matière de réglementation et de poursuite d'objectifs de politique publique comme la protection de la santé publique, la sécurité et l'environnement. Il remplacera les douze traités bilatéraux d'investissement en vigueur entre Singapour et des Etats membres de l'UE.

L'UE et Singapour ont lancé en 2010 des négociations dans le domaine du commerce et des investissements. Ces négociations se sont achevées en 2014. À la suite d'un avis de la Cour de justice rendu en mai 2017, la Commission a proposé deux accords séparés en avril 2018 :

- un accord de libre-échange, qui comporte des domaines relevant de la compétence exclusive de l'UE et ne requiert donc que l'approbation du Conseil et du Parlement européen pour pouvoir entrer en vigueur

- un accord de protection des investissements, qui, dans la mesure où il relève d'une compétence partagée, devra également être soumis aux procédures de ratification nationales d'application dans tous les Etats membres avant de pouvoir entrer en vigueur. Le délai de mise en oeuvre de cet accord sera donc beaucoup plus long./.